

Bosnie-Herzégovine : tensions au sein de l'exécutif fédéral bosnien en marge du sommet de Berlin

Description

Le 29 avril 2019, le président du conseil de Bosnie-Herzégovine (BiH) Denis Zvizdi?, membre du parti de l'Action démocratique, d'origine bosniaque (composante de la société bosnienne de culture musulmane), a été convié comme d'autres chefs de gouvernement des Balkans (Monténégro, Albanie, Macédoine du Nord, Croatie, Slovaquie) par Angela Merkel et Emmanuel Macron au sommet de Berlin, qui avait pour ambition d'améliorer les relations entre Belgrade et Pristina.

À cette occasion, D. Zvizdi? a pu échanger avec les autres participants et représenter les intérêts de son pays. Il a notamment demandé une nouvelle fois à ce que la BiH obtienne le statut de candidat à l'adhésion à l'Union européenne, au vu des nombreux efforts d'adaptation réalisés au cours des quatre dernières années par son pays pour se mettre en conformité avec les exigences européennes.

Cependant, la présence de D. Zvizdi? a profondément irrité le Président de la présidence fédérale (où il représente les Serbes de BiH) Milorad Dodik, ancien Président de République serbe de BiH qui, lui, n'a pas été convié à cet événement de premier plan. Le jour même, le président bosno-serbe a mis en cause la légitimité de la présence du Premier ministre bosnien à ce sommet, estimant que D. Zvizdi?, qui n'avait pas consulté la présidence bosnienne avant ce déplacement officiel à l'étranger, ne pouvait y exprimer que « *ses opinions personnelles et celles du parti politique auquel il appartient* » et non y représenter l'intérêt des Bosniens dans leur ensemble.

Craignant que le Premier ministre ne fasse des concessions aux Occidentaux, voire reconnaisse l'indépendance du Kosovo, M. Dodik a rédigé un courrier officiel adressé aux organisateurs de l'événement berlinois, afin de bien préciser que les interventions de D. Zvizdi? lors de ce déplacement n'engageaient que ce dernier et non la BiH. Mis dans l'embarras, le Premier ministre a dû réagir et se livrer le jour même à une déclaration publique : à l'issue du sommet, le chef du gouvernement a indiqué à un parterre de journalistes qu'il n'y avait pas lieu de polémiquer sur sa présence à Berlin, car la BiH, dont il représentait les intérêts, n'avait aucunement l'intention de reconnaître l'indépendance du Kosovo. Il a confirmé que ce dossier ne faisait pas consensus entre les trois membres à la présidence (représentant chacun une des trois principales composantes du pays : bosniaque, serbe et croate).

Dès le lendemain, Šefik Džaferovi?, membre de la présidence fédérale représentant les Bosniaques au sein de l'institution centrale (PDA), apportait son soutien au Premier ministre en jugeant légitime la participation de ce dernier au sommet de Berlin.

Sources : *Slobodna Bosna, IBNA, N1 Sarajevo, Sarajevo Times.*

date créée

09/05/2019

Champs de Méta

Auteur-article : Stéphan ALTASSERRE